

Ross Robertson
Député de Manukau East
Président adjoint du
Parlement de la Nouvelle-
Zélande

Discours prononcé lors de la 28^e Conférence de l’Australasie et du Pacifique – de la Région (APC)

« Saine gestion publique et imputabilité – un code d’éthique »

Lieu : Wellington, Nouvelle-Zélande

Date : 16 août 2006

Kia Ora tatau, et bon après-midi. Bien que nous soyons à Wellington, je suis député de Manukau, alors permettez-moi d’abord de vous transmettre les salutations des habitants de Manukau. Je me sens à l’aise ici avec vous car, comme la plupart d’entre vous, je suis député. Lorsque je me rends dans vos pays, je me sens aussi très en confiance, car j’entame ma 20^e année comme représentant de la circonscription très multiculturelle qu’est Manukau East, qui comprend Otara, où vivent de nombreux groupes des îles du Pacifique de la Nouvelle-Zélande. Nous sommes une collectivité fière et vivante de kiwis du Pacifique, ressource précieuse que les chercheurs de l’Ouest nomment « capital social ». Nous pourrions les convaincre, j’espère, qu’au Parlement, nous avons le temps et le goût de les écouter et ne sommes pas trop occupés pour le faire, ou embourbés dans des calculs machiavéliques et des campagnes de salissage.

William Wilberforce m’inspire énormément, car il a démontré que c’est à nous de réagir et d’altérer le cours des événements si nous ne renonçons pas et que nous persistons à défendre l’idéal dans lequel nous croyons. Dans son cas, il s’agissait de l’abolition de l’esclavage, et il était aussi à la tête de la lutte pour la décence et le

respect d'autrui. Oui, cet homme croyait que toutes les personnes au pouvoir devraient donner l'exemple en joignant le geste à la parole. J'aimais sa détermination et ses idéaux, c'est pourquoi je désire améliorer la perception qu'ont de la Chambre les personnes que nous sommes censés servir.

Je remarque que l'éthique nous préoccupe tous; en janvier 2006, la section du Royaume-Uni de l'Association a parrainé un colloque intitulé : « Rétablissement de la confiance dans la politique ». M^{mes} Maryan Street et Sandra Goudie représentaient la Nouvelle-Zélande. Dans son rapport sur l'atelier intitulé « La démocratie a-t-elle la force de relever le défi? », la première a déclaré que les députés, à titre de législateurs, avaient la responsabilité de faire montre de leadership et d'intégrité, et de donner l'exemple. Quant à M^{me} Goudie, dans son rapport sur l'atelier portant sur le rôle des parlementaires dans l'éradication de la corruption, elle a affirmé que les parlementaires devaient être considérés comme des modèles de comportement et donner l'exemple.

Vous et moi, nous nous efforçons tous les jours de garantir la démocratie, en maintenant une culture d'engagement et d'idées qui fait fi de l'intérêt personnel et des personnalités, et nous demandons aux députés de mettre en valeur, de par leur caractère, les caractéristiques uniques de chacune de nos sociétés. Nous sommes des leaders qui donnons l'exemple au sein des Parlements, servons notre communauté et, espérons-le, faisons croître à son égard le sentiment du service parlementaire. Je dis *l'exemple*, car, si nous ne donnons pas *l'exemple*, il ne nous reste plus que la menace ou la corruption, ou un gouvernement qui s'adonne à un cirque ridicule et divise pour régner. Dans de nombreux pays, le fossé se creuse entre dirigeants et dirigés. Cela se traduit dans les faibles taux de participation électorale, la banalisation des questions essentielles et le fait que des gens capables tournent le

dos à la fonction publique parce qu'ils abhorrent les représentations publiques de la culture parlementaire. En tant que députés, nous devons travailler à rétablir l'intégrité au service de tous les citoyens.

J'aimerais vous faire part de mon expérience comme président du conseil international de l'organisation Parlementaires pour une action mondiale, qui s'efforce d'améliorer la gouvernance dans le monde.

Pour bien des gens, les îles du Pacifique sont une agréable destination de vacances; pourtant, chacun d'entre nous a conscience de l'urgence de relever un défi bien réel : le déclin universel du pouvoir souverain de la démocratie. Certains gouvernements sont prêts à faire la guerre pour promouvoir la démocratie, mais, lorsqu'en même temps la démocratie est en train de s'effriter dans leur propre pays, ils répandent plus la méfiance que le dévouement. Aux États-Unis, des chercheurs de l'Université Harvard, avec à leur tête Joseph Nye (1997), ont réuni une série d'études sous le titre « Why People Don't Trust Government » (Pourquoi les gens ne font pas confiance au gouvernement).

En Italie, on a dit des récentes élections qu'elles relevaient d'une série de diffamations sans équivoque plutôt que d'une sobre énumération des questions pressantes. Récemment, Israël a procédé à des élections dans les circonstances parmi les moins favorables pour la civilisation, et pourtant le taux de participation électorale était faible.

Au Royaume-Uni, le chef conservateur actuel, David Cameron, a déclaré à sa foule d'admirateurs que l'amélioration du comportement parlementaire était cœur de ses préoccupations, alors qu'il clouait ses affiches au mât de Westminster après avoir remporté le sondage sur la direction du parti. En décembre dernier, il a déclaré :

« Nous devons changer notre façon de nous comporter, et nous le ferons. J'en ai ras-le-bol de la politique de Punch et Judy de Westminster, des injures, du dénigrement, de la présentation d'arguments, du doigt accusateur. » « Ras-le-bol », c'est une description juste des réactions que j'ai recueillies au sujet des tendances parlementaires. Sur le mausolée du premier premier ministre travailliste de la Nouvelle-Zélande (Michael Joseph Savage, il est écrit : « There is no fame to rise above, the crowning honour of a people's love » (Aucune gloire ne dépasse l'honneur suprême de l'amour du peuple.) Les membres actuels de la classe politique n'ont pas besoin d'être aimés, mais ils doivent au moins être respectés. Malheureusement, les recherches indiquent que l'affection du monde occidental pour les processus démocratiques et la participation à ceux-ci est en déclin. En 2005, lors des élections de Nouvelle-Zélande. Les personnes qui « se sont abstenues de voter » ont terminé en troisième position derrière les partis travailliste et national, les partis minoritaires arrivant loin derrière.

Tout au long de mon service parlementaire, je me suis inquiété de la perception qu'a le public de notre profession. J'ai fait circuler parmi mes collègues une pétition concernant mon ébauche de code d'éthique et j'en ai discuté avec mes collègues de Parlementaires pour une action mondiale, lesquels ont tenu, en juin 2004, un colloque parlementaire sur l'éthique et l'imputabilité au sénat des États-Unis. Nous en sommes arrivés à la conclusion que la transparence, l'éthique et l'imputabilité sont des conditions préalables à une saine gestion publique. Pour moi, l'éthique et les valeurs sont les questions les plus importantes pour la survie et le développement de la démocratie dans le présent siècle.

J'ai discuté de ces idéaux avec les membres de l'Organisation mondiale de parlementaires contre la corruption, à laquelle j'appartiens; l'une de nos trois grandes

activités est l'élaboration de codes de conduite et d'éthique à l'intention des parlementaires.

Lorsque je me suis lancé dans cette quête pour rétablir les bonnes manières, l'intégrité et l'imputabilité, on m'a rappelé le discours du Trône prononcé par Helen Clark lorsque, en 1999, son gouvernement a pris le pouvoir : « *Mon gouvernement reconnaît que, depuis quelques années, le public est très préoccupé par certains aspects du fonctionnement de notre régime politique ... (Nous allons) rétablir la confiance du public dans l'intégrité politique du Parlement et le processus électoral.* »

La déclaration la plus mémorable de Robert Kennedy, inscrite sur sa tombe, m'est aussi revenue en tête. « *Chaque fois que quelqu'un défend un idéal, cherche à améliorer le sort d'autrui ou lutte contre une injustice, il émet une légère onde d'espoir venant s'ajouter aux ondes provenant de millions de centres d'énergie différents qui, ensemble, forment un courant capable d'abattre les murs de résistance les plus solides.* »

Comme dans le cas de toute nouvelle idée, au départ, certains de mes collègues avaient des doutes, laissant entendre que tous mes collègues deviendraient mes ennemis (pas seulement ceux qui se trouvent de l'autre côté de la Chambre). Puis, à la suite du référendum réclamant une réduction substantielle du nombre de députés (de 120 à 99), ils ont changé d'avis. Dans le discours du Trône qui a suivi notre élection (1999), la première ministre a déclaré que nous établirions de meilleurs rapports avec la population. Mon travail constitue l'une des étapes de ce long cheminement.

Récemment, le présentateur de la télévision et ancien député Willie Jackson m'a demandé : « Croyez qu'un code d'éthique soit nécessaire, et pourquoi? » J'ai répondu

que « oui », pour deux raisons : d'abord, il n'existe aucune directive précise sur le comportement que les députés devraient adopter d'un point de vue éthique, et nous avons besoin d'une aune à laquelle leur conduite sera évaluée; ensuite, les politiciens du monde entier exercent la profession qui inspire le moins confiance. Voici quelques observations tirées d'un sondage publié par le Reader's Digest en juillet 2005 :

- Dans la liste des professions inspirant le plus confiance, les politiciens arrivaient au 30^e rang sur 30, même derrière les agents immobiliers, les vendeurs de véhicules automobiles et les voyants;
- Selon les répondants, aujourd'hui, le Parlement est le deuxième organisme gouvernemental inspirant le moins confiance en Nouvelle-Zélande;
- Il ne fait aucun doute que les politiciens ont abaissé la valeur de la Chambre des représentants dans l'esprit du public, en particulier chez les propriétaires, dont près de la moitié ne croient pas à l'institution.

Il s'agit là d'observations et de chiffres troublants. Ces croyances et ces perceptions se fondent peut-être sur des malentendus, mais elles ont tout de même de l'importance; ce sont celles du public.

Consciemment, j'ai proposé un code modeste, déclaratoire plutôt qu'exécutoire. Rien n'indique qu'il existe en Nouvelle-Zélande la sorte de corruption qui secoue d'autres parlements de temps à autre et qui est un problème endémique dans d'autres pays. Le code se fonde entre autres sur des principes d'intégrité et d'imputabilité, car l'on accepte ces qualités comme des conditions préalables à la préservation de la confiance envers les politiciens.

D'entrée de jeu, en étant simples, et non en nous croyant investis du droit divin, nous reconnaissons que la plupart des députés sont travailleurs et sincères. L'avenir du régime parlementaire est entre nos mains, et, avec ces mains, nous voulons façonner un document qui soit en harmonie avec la communauté.

Nous avons tous intérêt à faire comprendre notre lieu de travail, le Parlement, le lieu où nous cherchons à répondre au bon sens, aux préoccupations et à l'engagement de nos communautés. « Communauté » signifie littéralement « ensemble nous servons ». Le Parlement devrait être l'apogée du service collectif, le lieu où nous assurons la libre et franche circulation de l'analyse critique des valeurs, des visions, des idées et des actes de notre population.

Récemment, j'ai fait une troisième tentative pour convaincre mes collègues d'adopter un code d'éthique, en présentant des mémoires au comité du Règlement du Parlement. J'espère mieux réussir cette fois-ci (seul le temps le dira), mais, en cas contraire, certains de mes partisans m'ont suggéré de faire adopter la loi au moyen d'un projet de loi d'initiative parlementaire.

Pour conclure, la Nouvelle-Zélande doit exercer une saine gestion publique dans la région du Pacifique, en prônant la transparence, l'imputabilité, l'équité et l'efficacité de la gestion et de l'utilisation des ressources. En adoptant un code d'éthique dont nous respecterons l'esprit et la lettre, nous pourrions redevenir un modèle de démocratie en développement.

Tihei mauri ora – Saisissez l'esprit de la vie.